

La coalition gouvernementale arménienne éclate

Par [Olivier Tallès](#), le 4/10/2018 à 05h46

Propulsé à la tête du pays par les manifestants en mai 2018, le premier ministre réformateur Nikol Pachinian veut organiser des élections législatives dès le mois de décembre. Contre l'avis de la majorité au Parlement.

Nikol Pachinian a le vent en poupe et entend surfer sur la vague de la contestation avant qu'elle ne retombe. Le héros des manifestants de la révolution pacifique arménienne, nommé premier ministre en mai 2018 au terme de trois semaines de protestation contre le pouvoir en place, s'est engagé dans un nouveau bras de fer avec les partis majoritaires au Parlement. L'enjeu est clair : accélérer l'organisation des élections législatives anticipées pour obtenir une majorité de députés réformateurs.

A lire : [L'Arménie, un pays stratégique pour Moscou](#)

À l'inverse, les forces politiques qui contrôlent l'Assemblée, à commencer par le Parti républicain d'Arménie (HHK) et Arménie prospère (BHK), plaident pour des élections le plus tardives possible. Ils craignent non sans raison d'être balayés par des électeurs qui réclament des changements profonds, dont la fin de la corruption, du népotisme et du système oligarchique aux commandes de ce petit pays du Caucase du Sud, depuis l'accession à l'indépendance en 1991.

« Nikol Pachinian ne peut compter que sur la rue »

Les élections municipales du 23 septembre à Erevan, la capitale, se sont en effet traduites par un raz de marée en faveur du mouvement « Mon pas » du premier ministre, qui a devancé avec plus de 80 % le parti Arménie prospère (6,95 % des voix). « *Nikol Pachinian veut profiter de la situation politique pour accélérer les choses, explique Vahé Ter Minassian, journaliste et auteur (1). Ne disposant pas de soutiens au*

Parlement, il sait qu'il ne peut compter que sur la rue, où sa cote de popularité reste élevée. Mais c'est un soutien qui peut s'épuiser. »

Nikol Pachinian n'a pas les pouvoirs de dissoudre le Parlement sans l'aval des députés. Pour arracher des élections anticipées, il brandit la menace d'une démission, laquelle aboutirait à un nouveau vote en vue de la désignation d'un premier ministre. Selon la loi arménienne, deux échecs entraîneraient automatiquement de nouvelles élections. Le premier ministre et son entourage tablent sur le fait que les partis discrédités n'oseront pas présenter un nom pour le remplacer, de peur de rallumer la contestation.

A lire : [Les Arméniens de France se recueillent pour Charles Aznavour](#)

Pour rendre plus difficile un tel scénario, les partisans de l'ancien régime ont voté un amendement mardi 2 octobre qui doit encore être validé par le président. En réponse, Nikol Pachinian a appelé ses partisans à se réunir devant le Parlement, sans parvenir toutefois à modifier le texte. Dans la foulée, il a limogé six ministres appartenant à des formations qui avaient voté la réforme. Avant de réaffirmer sa volonté de démissionner.

Le pays participera à l'hommage national à Charles Aznavour

Le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, figure parmi les quelque 200 personnalités invitées à l'hommage national à Charles Aznavour, né Chahnour Vaghinag Aznavourian, aujourd'hui à Paris. Le dirigeant arménien sera au côté d'Emmanuel Macron, qui prononcera l'éloge funèbre du chanteur dans la cour des Invalides. La mort de Charles Aznavour a provoqué une véritable onde de choc en Arménie, d'où était originaire sa famille. Un hommage devrait lui être de nouveau rendu à l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron, les 11 et 12 octobre, pour le sommet de la francophonie.

Olivier Tallès

(1) Arménie. Chronique de la III^e République, L'Harmattan, 30 €, 449 p.